

# Les États-Unis sont-ils toujours en Occident ?

Nicole Gnesotto

« Que chaque nation, qu'elle nous veuille du bien ou du mal, sache que nous paierons n'importe quel prix, porterons n'importe quel fardeau, affronterons n'importe quelle épreuve, soutiendrons n'importe quel ami, nous opposerons à n'importe quel ennemi pour assurer la survie et le succès de la liberté. (1) »

Aucun autre leader occidental n'a su, comme John F. Kennedy, exprimer avec autant de lyrisme l'ambition américaine en faveur de l'ordre libéral démocratique. C'était le 20 janvier 1961. Soixante-quatre ans plus tard, dans son discours d'investiture, Donald Trump rétrécit nettement l'ambition :

« Nous susciterons l'envie de toutes les nations, et nous ne permettrons plus jamais que l'on profite de nous. Pendant chaque jour de l'administration Trump, je ferai tout simplement passer l'Amérique en premier. (2) »

Deux discours, deux Amériques. La première, victorieuse de la Seconde Guerre mondiale, venait d'inventer un ordre international basé sur des règles, l'Occident libéral et démocratique. La seconde, affaiblie par la mondialisation au profit de la Chine, rêve d'un nouvel ordre autoritaire, parce qu'il s'agit aussi de battre la Chine sur son propre terrain.

## L'Amérique contre l'Occident libéral

À la fin des années quarante, la destruction du nazisme et la guerre contre le communisme avaient permis à l'Amérique de jeter les bases de ce qu'il fut convenu d'appeler le camp occidental : un ensemble de pays démocratiques, souverains, alliés ou amis des États-Unis, qui adhéraient tous aux fondements du nouvel ordre international issu de la guerre. L'Europe de l'Ouest, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud, ainsi qu'alternativement de grands pays d'Amérique latine, composaient cet Occident alors dominant. Trois principes structuraient cet ensemble : en économie, le libéralisme ; en politique, la démocratie ; en relations internationales, le primat du droit sur la force.

Le libéralisme économique ne fut évidemment pas inventé au sortir de la guerre, mais les Occidentaux en firent le cœur de leur redressement économique puis de leur puissance commerciale durant huit décennies : l'Europe, qui avait faim en 1950, allait devenir sur ces bases la première puissance économique et commerciale du monde en 2000. Lorsque la mondialisation s'épanouit sur la dissolution des économies communistes planifiées, l'Occident crie victoire : l'économie libérale de marché n'a plus aucun concurrent, et la possibilité d'un immense marché mondial, unifié par des règles, amène certains à rêver d'une victoire parallèle de la démocratie politique en Chine et sur l'ensemble de la planète. Car la démocratie représente, en Occident, le pendant politique du libéralisme économique. Les États-Unis, dès l'époque de Tocqueville, en incarnaient un modèle presque parfait dans la séparation des pouvoirs et le culte du droit. En Europe, elle fut une condition indispensable pour autoriser un nombre de plus en plus grand de pays à entrer dans l'Union européenne. Quant à l'usage de la force, il devait être régi, à l'intérieur des nations comme entre les nations, par des règles qui en fixaient autant la légitimité que les interdits. Un ensemble d'institutions furent créées pour assurer

**Nicole Gnesotto** est vice-présidente de l'Institut Jacques-Delors. Dernier ouvrage paru : *Fractures dans l'Occident* (Odile Jacob, 2025).

la pérennité du système : l'ONU, le FMI, la Banque mondiale et l'OMC. L'Occident écrivait les règles, les imposait au monde, dirigeait les institutions, avec de toute évidence un rôle privilégié pour les États-Unis, qui, seuls, possédaient un droit de veto dans chacune des instances du système.

C'est cet univers occidental que Donald Trump et ses idéologues souhaitent abolir. Au triptyque traditionnel – libéralisme, démocratie, droit –, ils souhaitent substituer un autre trio formé de protectionnisme économique, d'autoritarisme politique, et du primat de la force sur le droit. Donald Trump joue avec les taxes douanières comme avec des mitraillettes, menaçant les uns de 100 % de droits de douane supplémentaires pour finalement accepter de n'en imposer que 15 % (la Chine, par exemple), infligeant unilatéralement à l'Union européenne des droits de douane de 15 % sans réciprocité sur les importations américaines, et exigeant des investissements européens massifs aux États-Unis, de l'ordre de 600 milliards de dollars.

La démocratie est quant à elle devenue une cible prioritaire pour les idéologues qui entourent le président américain. « Je ne crois pas que la liberté et la démocratie soient compatibles », écrit Peter Thiel, l'un des milliardaires de la tech qui adhère au concept des Lumières obscures (*dark enlightenment*), défendu notamment par le vice-président américain, J.D. Vance. De toutes les entreprises de destruction initiées par l'Amérique, c'est sans doute la révolution antidémocratique qui est la plus importante, car c'est elle qui touche l'Occident au cœur. L'utilisation brutale d'une milice politique, anti-immigration, l'ICE, fait partie des atteintes à la démocratie américaine, de même que les coups de boulot contre la liberté de pensée des universités, la liberté de recherche des savants, voire celle de la presse et l'indépendance de la justice, etc. L'Union européenne devient également pour eux un adversaire majeur, dénoncé avec une redoutable hypocrisie : le clan Trump soutient ouvertement les partis d'extrême droite en Europe, dénonce avec fracas une Europe « de la censure » et de la « décivilisation », et n'hésite pas à s'immiscer ouvertement dans les processus électoraux européens.

Quant au primat de la force sur le droit, Donald Trump en fait une illustration quasi mensuelle : les opérations militaires aériennes contre l'Iran se sont faites sans mandat des Nations unies, de même que l'enlèvement du président Maduro au Venezuela : que ces pays soient des dictatures n'enlève rien au fait que les démocraties doivent les combattre en respectant le droit international. Trump dit lui-même qu'il n'a pas besoin

du droit : « Ma propre moralité. Ma propre conscience. C'est la seule chose qui peut m'arrêter. » Quant à l'annexion autoritaire du Groenland, contre la souveraineté de l'allié danois, il aura fallu toute l'énergie des dirigeants et du Parlement européen pour en écarter la menace, du moins à ce stade.

## Pourquoi tant de haine ?

C'est peu dire que l'Occident libéral se rapproche donc d'une phase terminale. À la place, les idéologues de Trump veulent imposer un hémisphère nord vassal des États-Unis – Canada, Panama, Union européenne compris –, débarrassé de la démocratie républicaine au profit d'une organisation autoritaire de la société, dominée par les Blancs, mâles de préférence, suprémacistes, racistes, masculinistes, chrétiens de façade mais non de pratique, obsédés par les seuls intérêts américains, dans laquelle les milliardaires de la tech multiplient les algorithmes destinés à anesthésier le plus rapidement possible les cerveaux des générations futures.

Comment comprendre une telle contre-révolution américaine ? Les racines structurelles de cette nouvelle donne politique sont profondes, similaires d'ailleurs à ce qui, en Europe, fonde le succès croissant des mouvements populistes et d'extrême droite. Le vote Trump a recueilli l'adhésion de tous les laissés-pour-compte ou déçus de la mondialisation : car depuis les années deux mille, une grande partie des classes moyennes connaît une stagnation, voire une diminution de son niveau de vie, se méfie de la démocratie, qui ne la représente plus, et craint une paupérisation à venir, surtout pour ses enfants. La mondialisation génère en effet, aux États-Unis plus qu'en Europe, d'ailleurs, une flambée des inégalités sociales qui atteint les classes moyennes traditionnelles. Tel est le grand paradoxe de la mondialisation : dans les pays pauvres du Sud, elle enrichit tout le monde ; dans les pays riches et déjà industrialisés, elle n'enrichit qu'une infime partie de la population. Les délocalisations industrielles massives, l'explosion d'un capitalisme financier totalement déconnecté des territoires du travail, associées à des révolutions technologiques aussi faramineuses qu'inquiétantes, sont autant une source de profit phénoménal pour une poignée de milliardaires que de vulnérabilité nouvelle pour le tissu social traditionnel : aux États-Unis, 1 % des ménages les plus riches détient désormais davantage de richesse que l'ensemble de

la classe moyenne (3). Or les classes moyennes sont la base même de la démocratie libérale. À trop perdre leur soutien, c'est au populisme le plus cynique que les démocraties s'exposent.

À l'autre extrême du spectre politique, les milliardaires de la tech ont joué un rôle majeur. Héritiers de l'idéologie libertarienne des années soixante-dix et quatre-vingt en Californie, mais porteurs d'une technologie qui exige autant de liberté que de données sans limites, ils sont les fers de lance de la dérégulation tous azimuts. Ils souhaitent abolir toutes contraintes sur l'innovation, lutter contre toutes les régulations européennes, et défendre la liberté dans ce qu'elle a de plus extrémiste : autrement dit, c'est l'éloge décomplexé de l'autoritarisme, et pourquoi pas du fascisme à venir. Ils se retrouvent aux côtés des républicains dont une grande partie a viré à l'ultraconservatisme. Ce sont eux qui se font les champions du slogan « *America first* » : la famille et la religion sont au cœur de leurs convictions, qui se réfèrent souvent à la pureté originelle de la démocratie américaine, contre le wokisme et la décadence occidentale en cours.

Reste enfin le président lui-même : Donald Trump est convaincu que les autres (les démocrates) et le monde extérieur (surtout l'Europe) sont des profiteurs et des arnaqueurs. Il croit que la victoire lui a été volée en 2020. Il est persuadé que les Européens sont des parasites qui s'enrichissent sur le dos de l'Amérique, ou que la Chine profite seule d'une mondialisation qui lui échappe. Le slogan de campagne de Donald Trump, « *Make America great again* », n'est autre qu'un slogan porté par des désirs de revanche : sur la mondialisation qui profite à la Chine, sur les démocrates et les wokistes qui polluent la vraie Amérique, sur le reste du monde qui exploite la trop grande bienveillance des États-Unis.

## Quid de l'Occident ?

La contre-révolution américaine renouvelle de fond en comble l'organisation du monde. Depuis des décennies, c'est la lutte entre les démocraties occidentales et les différents totalitarismes qui semblait structurer la planète : ce fut le combat historique des Alliés contre le nazisme, durant la Seconde Guerre mondiale ; ce fut aussi la structure politique de la guerre froide, avec l'alliance de l'Ouest contre le totalitarisme soviétique à l'Est ; après la chute de l'URSS, le même affrontement idéologique se perpétua

entre les démocraties occidentales d'un côté, guidées par l'Amérique, et le clan des autoritaires-prédateurs de l'autre (Russie, Chine, Iran, Corée du Nord, Venezuela).

Or voici que Donald Trump bouleverse la donne. Ce ne sont plus les autoritaires de l'extérieur qui nous menacent, mais les démocraties elles-mêmes qui se divisent et se renient. La frontière entre deux idéologies incompatibles – démocratie et autoritarisme – passe autant en effet entre les pays qu'à l'intérieur de chacun d'eux. Dans les démocraties, le combat a commencé entre les populistes autoritaires et les libéraux traditionnels ; dans les dictatures, le combat pour la liberté se perpétue, comme en témoignent avec courage les Iraniens ou les révoltes de la génération Z partout dans le monde. Autrement dit, l'Occident se fissure doublement : d'une part, le clivage politique entre démocratie et autoritarisme se produit chez chacun de ses membres, d'autre part, le fossé s'accroît entre les deux grands ensembles que sont l'Amérique et l'Europe.

Deux questions s'imposent dès lors pour envisager l'avenir de l'Occident : la révolution américaine est-elle réversible ? L'Europe peut-elle continuer d'incarner seule l'héritage libéral occidental ?

Beaucoup, notamment en Europe, veulent croire à la réversibilité du phénomène Trump. La perspective d'un retour de l'inflation aux États-Unis, l'irritation des républicains traditionnels, les élections de mi-mandat qui permettent de penser à une victoire relative des démocrates, les propres excès de Donald Trump, comme au Groenland, sont autant d'arguments qui autorisent un relatif optimisme : le mandat de Trump ne serait dans cette optique qu'un mauvais moment à passer, quitte à avaler quelques couleuvres, à faire le gros dos, en attendant le retour d'une Amérique plus raisonnable et donc plus familière. D'autres, dont je fais partie, pensent en revanche que la révolution américaine est un phénomène durable, profond, alimenté par des causes structurelles liées aux inégalités de la mondialisation, au désarroi des classes moyennes, à la concurrence commerciale et technologique chinoise, au développement de la tech, et qu'il faut donc prendre la mesure de ce nouveau monde, se préparer à résister ou à disparaître.

Quant à l'Europe, elle est doublement à la peine. Elle est divisée sur l'analyse des évolutions américaines et donc sur les stratégies à adopter face à Donald Trump : une grande majorité d'Européens se réfugie dans le déni, refuse de croire à la trahison américaine, tant ce constat détruirait définitivement l'idée d'une communauté atlantique qui est au cœur même de l'identité européenne. L'attentisme et la pusillanimité sont donc des tentations puissantes, même si une large proportion des Européens est

à l'inverse déterminée à se battre contre cette régression américaine, en recherchant pour le Vieux Continent le maximum d'autonomie possible vis-à-vis de l'Amérique de Trump.

Elle est aussi devenue, sinon un ennemi, du moins un enjeu majeur pour l'administration Trump. La « stratégie de sécurité nationale », publiée officiellement par les États-Unis en décembre 2025, est sans équivoque. L'objectif est de détruire l'Union européenne comme institution pour au moins deux raisons : parce que c'est le seul vecteur de puissance collective possible pour les nations qui la composent ; et parce que son génie normatif et démocratique est une épine dans le pied de tous les dérégulateurs qui conseillent le président américain.

Le défi qui se pose désormais aux Européens est donc doublement historique : c'est la première fois que les États-Unis se retrouvent du mauvais côté de l'histoire, à l'exact opposé des valeurs européennes, et c'est à l'Europe que revient désormais la responsabilité de sauver le monde libre. L'enjeu est immense, mais la survie est à ce prix. Même amputé de sa partie américaine, un Occident démocratique, libéral et régulé, partenaire des autres grands espaces encore libéraux de la planète (Amérique latine, Canada, Inde, Australie, etc.), peut survivre sous leadership européen. En tout état de cause, si l'Europe ne défend pas l'héritage libéral de l'Occident, personne d'autre, aucun pays ou ensemble de pays, ne le fera.

1. John F. Kennedy, discours d'investiture, 20 janvier 1961.

2. Donald Trump, discours d'investiture, 20 janvier 2025.

3. Valérie Noël, « Le poids croissant des ultra-riches aux États-Unis », *Agefi*, 22 mai 2025.